

La vraie nature de la guerre d'Algérie

Le couperet de la guillotine continue à tomber à Alger, à Oran, à Constantine sans que s'élève dans ce pays le cri d'horreur et d'indignation que devraient susciter ces assassinats en série. Jamais l'on n'a assisté à de semblables exécutions à la chaîne. Faut-il rappeler qu'avant le gouvernement Mollet aucun Cabinet n'avait osé procéder à l'exécution des condamnés à mort qui sont des combattants de la liberté jugés au surplus dans des conditions douteuses? Là encore le gouvernement à direction socialiste a surpassé les ministères les plus réactionnaires. Les assassins de Ferhat Hached, de Hedi Chaker, de Lemaigre-Dubreuil courent toujours et ne sont pas inquiétés. Pour ceux-là il n'y aura pas de guillotine. Le quart d'heure de Lacoste n'en finit pas. La presse à gages a fait grand bruit autour des arrestations de dirigeants du FLN dont un qui était détenu depuis huit mois dans un camp de concentration d'Algérie. Il est bien évident que la résistance algérienne a atteint une telle puissance que ce

n'est pas l'arrestation de quelques dirigeants, si haut placés soient-ils, qui peut entraver la lutte de tout un peuple.

En attendant, la bourgeoisie ressent toujours plus nettement l'urgence de mettre fin à ce conflit sans arriver à trouver les moyens d'y parvenir. Les plans de règlement commencent à foisonner. C'est à qui sera le plus ingénieux. Le répit accordé par l'ONU à la France ne trompe personne. Son prix, c'est l'américanisation du problème algérien et nord-africain. Est-ce en fonction de cela que le PCF s'est soudain découvert une nouvelle ardeur contre la sale guerre? « L'Humanité » lance le cri d'alarme contre l'ingérence américaine. Mais cette ingérence n'était-elle pas inscrite dans les faits à partir du moment où le PCF a renoncé de mobiliser les masses pour imposer l'arrêt de cette guerre contre-révolutionnaire par tous les moyens dont dispose le prolétariat?

Thorez découvre soudain que le gouvernement a trahi les promes-

ses électorales et suit « la voie de l'hystérie guerrière ». Le PCF n'a-t-il pas trahi lui-même les promesses électorales et contribué à l'hystérie guerrière en votant les ignobles « pouvoirs spéciaux » et en accordant sa confiance à Mollet? Thorez découvre la nécessité « de dissiper le poison de l'idéologie impérialiste dans les couches de travailleurs où il a pu pénétrer ». On est en droit de se demander dans quelles conditions ce poison a pu pénétrer certaines couches ouvrières et comment il se fait que le PCF n'a pu contrecarrer efficacement cette pénétration? L'origine peut en être trouvée dans l'article même de Thorez qui parle à l'instar de Mollet-Lacoste, de « liens historiques entre la France et l'Algérie ». Ces fameux liens, à ce qu'il nous semble, sont les liens de la conquête et de l'oppression, des liens colonialistes en un mot. Le secrétaire général du PCF glorifiant de tels liens est le premier à faire pénétrer le poison de l'idéologie impérialiste dans la classe ouvrière. Et qu'il ne s'étonne pas que son

parti ne soit plus capable de mobiliser les masses contre une guerre infâme.

Les témoignages s'accumulent sur les horreurs de la « pacification ». « Le dossier Jean Muller » publié par les Cahiers de Témoignage Chrétien est un document précieux pour tous les militants ouvriers qui y trouveront des preuves irréfutables sur la barbarie qui déferle sur le peuple algérien. Les « rebelles abattus » sont souvent le premier paysan rencontré ou des gamins de 12 ans. La torture perfectionnée, plus raffinée que du temps des nazis est devenue une institution reconnue d'utilité publique dont l'armée fait à son tour un usage constant. Les camps de concentration existent et prolifèrent. La guerre d'Algérie apparaît plus crûment à travers ces faits comme une guerre civile, une guerre contre-révolutionnaire qui, seule, peut déclencher un tel déchaînement de la cruauté.

Robert LEBLOND.

Les peuples du Cameroun à la pointe du combat anti-impérialiste en Afrique noire

En préface aux grandes luttes à venir en Afrique Noire, les masses du Cameroun livrent actuellement un combat d'avant-garde. Près de deux années de répression n'ont pas brisé leur volonté d'émancipation. L'impérialisme s'est résigné à entrer dans la voie hasardeuse des concessions, avec l'espoir de rallier, autour d'un programme modéré, une partie des populations suffisamment large pour réduire à l'impuissance les éléments les plus avancés. En décembre dernier, les élections à l'Assemblée territoriale ont vu la moitié des électeurs enfreindre la consigne d'abstention donnée par l'Union des Populations du Cameroun, qui représente le plus fidèlement le mouvement des masses. L'Assemblée, ainsi élue, comprend une majorité de partisans d'un compromis (représentants des chefs féodaux du Nord-Cameroun et des couches bourgeoises christianisées du Centre). La minorité est formée par « l'Union Nationale » de Sappo Priso qui, tout en se disant d'accord sur le programme d'indépendance formulé par l'UPC, a néanmoins participé aux élections.

A cette Assemblée raisonnable, le gouvernement Mollet a transmis pour avis un projet de statut établi en application de la loi-cadre Defferre et assez semblable à celui du Togo où, sous le décor d'un gouvernement autonome, l'Administration gardait la réalité du pouvoir.

La manœuvre n'a pas réussi parfaitement. Les Commissions de l'Assemblée, puis l'Assemblée elle-même ont connu d'après débats au cours desquels la minorité Sappo Priso s'est retirée de la discussion. Comme cette minorité reflète indirectement la pression du mouvement national qui est majoritaire dans les masses, les groupes

modérés ont dû proposer de sérieuses retouches au texte français. Tout d'abord le vocable sacrosaint de « territoire » serait remplacé par la notion d'un « Etat » sous tutelle, ce qui est un mot presque aussi tabou que celui de « l'indépendance ». Le Conseil de Gouvernement ne pourrait plus être dissout par le Gouvernement de Paris. L'Assemblée s'appellerait Législative. Sa dissolution ne pourrait être ordonnée à Paris que sur proposition du Gouvernement camerounais. Certes, le haut-Commissaire français resterait maître de l'armée, de la diplomatie, des finances... Mais la police administrative, urbaine et rurale ressortirait des autorités camerounaises. En outre, le statut pourrait être modifié par une décision ultérieure de l'Assemblée législative, ce qui ouvrirait la porte à l'indépendance réelle.

Toutefois il reste à obtenir l'approbation du Gouvernement français. Celui-ci se trouve placé devant un dilemme dont on voit mal comment il pourra se sortir.

Un document

à lire et à faire lire :

De la pacification à la répression

LE DOSSIER

Jean Muller

édité par les

CAHIERS DE TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN.

En vente dans les kiosques.

Si l'accepte l'essentiel des amendements, le Togo, puis toute l'Afrique Noire vont exiger les mêmes dispositions. La loi-cadre sera démantelée, cependant que le problème algérien se poserait avec de nouvelles données.

L'instant de la disparition des derniers bastions de l'empire colonial français s'en trouverait singulièrement rapproché...

Si le Gouvernement Mollet refuse ce statut modéré, de grosses difficultés l'attendent également.

Ces jours-ci, la Gold-Coast, ex-colonie de l'Afrique anglaise, fête son indépendance. La répercussion de cet événement est considérable. A l'ONU l'examen par la Commission de tutelle de la situation au Cameroun est en cours. Des délégués de l'UPC ont pu y exposer les revendications populaires.

Malgré cela, ce ne serait pas une tâche impossible pour l'Administration colonialiste de faire revenir les « modérés » à la sagesse s'ils n'étaient pas soumis à la crainte des masses camerounaises.

Le Mouvement populaire, puissant dans les villes, a mis sa direction hors d'atteinte de la répression, en gagnant le maquis. Ainsi organisé pour la résistance, il revendique l'indépendance immédiate et totale, et c'est sous son influence que le groupe Sappo Priso avait présenté des résolutions en ce sens à l'Assemblée territoriale. L'opération de division, tentée par les colonialistes entre ce groupement et l'UPC semble être en voie d'être résorbée.

Une réponse négative de Defferre aux propositions des modérés transporterait la division dans leurs rangs et ferait de l'UPC, déjà reconnue comme direction par les masses, le pôle d'attraction de la majeure partie des cadres et militants du pays. Sa force deviendrait irrésistible.

L'alternative pour l'impérialisme est cruelle. Quelle que soit sa décision, une première brèche aura été ouverte dans la loi-cadre Defferre et l'honneur en reviendra aux peuples du Cameroun.

F. DESCHAMPS.